

La révolution est possible. Portrait des groupes libertaires autogérés au Québec

PAR GENEVIÈVE LAMBERT-PILOTTE, MARIE-HÉLÈNE
DRAPEAU ET ANNA KRUYNSKI¹

C'est à partir de novembre 1999, par suite des mobilisations à Seattle contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC), que se multiplient les groupes occidentaux qui contestent, sur la place publique, la tournure que prend l'économie mondiale. Qu'ils réclament une réforme des institutions et des instruments de la mondialisation ou qu'ils les rejettent de façon radicale, les groupes engagés dans ce mouvement se rejoignent par leur analyse des multinationales en tant que menaces pour la démocratie, les droits du travail et les droits de la personne, ainsi que pour l'environnement. Le mouvement prend alors une ampleur sans précédent : des actes de désobéissance civile, des actions directes et des rassemblements sont organisés partout dans le monde contre les institutions et symboles de la mondialisation néolibérale.

1. Les auteures sont membres du Collectif de recherche sur l'autonomie collective, dont les autres membres sont Émilie Breton, Patrick Cadorette, Nicolas Delisle-L'Heureux, Julie Grolleau, Amandine Guilbert, Maude Prud'homme et Catherine Saint-Arnaud Babin.

Le Québec ne fait pas exception. Aux actions directes contre l'Accord multilatéral sur les investissements succèdent des actions contre le G20 à Montréal, l'OMC et la Zone de libre-échange des Amériques en avril 2001 dans la ville de Québec. Toute la société civile est mobilisée : les féministes, les syndicats, les ONG, les organismes communautaires et étudiants. Dans et autour de ces mobilisations, on assiste à une multiplication de collectifs qui s'autoproclament anticapitalistes, antiautoritaires, anti-impérialistes, antipatriarcaux et qui s'organisent de façon fluide et non hiérarchique. Ces groupes, qui œuvrent à la marge des courants plus institutionnalisés du mouvement, s'intéressent à une diversité d'enjeux dont les droits des immigrant-e-s, des réfugié-e-s, des gays, lesbiennes et *queer*, la guerre, la colonisation, l'environnement, l'embourgeoisement, la culture, le sexisme, la malbouffe, la répression policière, le contrôle de l'État, la désinformation due aux médias, le pouvoir démesuré des groupes économiques ici et ailleurs dans le monde.

Malgré les mobilisations sans précédent et une opinion publique de plus en plus critique de la mondialisation néolibérale, les gouvernements continuent sur la même voie. En même temps, avec les promesses rompues, la rapidité des transformations et la multiplication de scandales politiques, on assiste à une crise de légitimité du système électoral. Plusieurs se sentent impuissant-e-s, sans prise sur les décisions qui affectent leurs vies, décisions qui semblent être prises par des acteurs mondiaux très loin de leur réalité locale, régionale voire même nationale.

C'est dans ce contexte qu'émerge un consensus implicite quant au besoin d'aller au-delà de la stratégie qui consiste à mettre des bâtons dans les roues de la mondialisation

néolibérale. « Un autre monde est possible » devient le slogan de ce mouvement hétéroclite rassemblant différentes tendances. Mais quel est cet autre monde? Certains s'orientent vers la politique partisane (« faire de la politique autrement »), d'autres vers la consommation responsable (« acheter, c'est voter »), d'autres encore vers la gouvernance mondiale. Composée majoritairement de « jeunes », une frange de ce mouvement tente de créer des solutions de rechange libertaires autogestionnaires qui leur permettent de préfigurer, dans l'ici et le maintenant, la société à laquelle ils aspirent.

Ce sont ces expériences autogérées que nous allons explorer dans cet article. Nous ne sommes qu'au début de notre processus de recherche, donc les résultats que nous présentons ici ne sont que préliminaires. Cette recherche, qui vise à documenter les expériences autogérées qui ont émergé au Québec depuis 1995, est pilotée par le Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC), anciennement collectif de recherche sur l'autogestion². Le CRAC, né à l'été 2005, se veut un groupe d'affinités composé de militantes libertaires et (pro) féministes qui étudie son propre mouvement. Nous avons développé une méthodologie de recherche-action à plusieurs niveaux — nous tentons de sortir de la construction des connaissances, de « la tour d'ivoire », par l'autoformation dans le processus de recherche au sein du collectif et en travaillant *avec* les groupes libertaires afin de problématiser les défis et contradictions de l'autogestion mise en pratique.

Pendant l'été 2005 nous avons effectué un recensement préliminaire de l'ensemble des groupes libertaires autogérés qui

2. Nous avons changé le nom du collectif pour mieux refléter ce qui se passe sur le terrain. Plusieurs groupes recensés n'utilisent pas le concept d'autogestion proprement dit, d'autres s'y opposent farouchement.

ont émergé au Québec depuis 1995, incluant les groupes n'existant plus aujourd'hui. Pour ce faire, nous avons effectué des recherches sur Internet, dans les revues et journaux militants, ainsi qu'auprès de nos contacts personnels. En ce moment déjà, plus de 130 groupes sont répertoriés et des fiches descriptives sont préparées pour chacun. Par la suite, durant l'été et l'automne 2006, nous avons réalisé des entrevues téléphoniques avec plus d'une soixantaine des groupes recensés afin de mieux comprendre leurs modes d'organisation, leurs mécanismes internes, leurs valeurs et leurs buts. Cet exercice, combiné à nos expériences individuelles de la mouvance libertaire, nous a permis de cerner les principales caractéristiques de ce type d'expérience, et ce, malgré leur grande diversité et leurs recoupements.

Nous débutons avec un aperçu historique de l'autogestion au Québec. Ensuite, nous présentons les principales caractéristiques que nous avons identifiées. Nous terminons en présentant quelques hypothèses de recherche qui émergent jusqu'à présent de nos travaux et qui alimenteront la poursuite de notre étude.

Qu'est-ce que l'autogestion ?

Notre étude révèle que certains groupes se qualifient d'autogestionnaires, mais que d'autres nous parlent plutôt d'autodétermination, d'autres encore d'autonomie ou d'auto-organisation. Certains refusent l'étiquette d'autogestion puisqu'ils donnent plutôt ce sens à la gestion de l'entreprise par les travailleurs et les travailleuses. D'autres encore n'aiment tout simplement pas le mot « gestion », puisque à leurs yeux il fait référence aux gestionnaires de la société capitaliste ou au fait que nous aurions soi-disant besoin de la science qu'est la gestion pour nous organiser.

Cette complexité nous a amenées, à cette étape préliminaire de notre recherche, à choisir le concept d'« autonomie collective » afin de caractériser le mode organisationnel mis en pratique par des groupes libertaires du Québec.

Qu'en est-il au Québec ?

L'autogestion est à l'ordre du jour en France dès les années 1960, entre autres fortement inspirée par le modèle de la Yougoslavie et l'autogestion des terres en Espagne. Dans les années 1970-1980 au Québec, les luttes qui se rattachent à l'autogestion proprement dite sont portées en majeure partie par le mouvement ouvrier. Par exemple, une expérience de cogestion voit le jour à Tricofil, usine de textile à Saint-Jérôme, ainsi qu'une initiative de contrôle ouvrier à Uniroyal et à Servaas de Ville d'Anjou. Mais, selon plusieurs auteurs, dont les responsables du programme de recherche sur les pratiques émancipatoires en milieu populaire amorcé en 1980 et dirigé par G. Gagnon et M. Rioux, les pratiques autogestionnaires, définies assez largement, déborderaient le milieu du travail.

En effet, au cours des années 1980, la revue POSSIBLES regorge de témoignages d'expériences autogestionnaires en milieu communautaire. C'est le cas entre autres des cliniques médicales et légales en 1968, des clubs populaires de consommation dans les années 1969-1970, de même que des premières coopératives d'habitation. À partir de ses études sur le milieu populaire, notre confrère Gabriel Gagnon va même jusqu'à déclarer que « peu présente dans le domaine du travail, c'est au sein des groupes populaires, des entreprises communautaires et des organismes culturels que l'autogestion s'est discrètement le plus développée au Québec ces dernières années »³.

3. G. Gagnon, *Au cœur des possibles*, Montréal, Les éditions Écosociété, 1995, p. 141.

On retrouve aussi des expériences autogestionnaires au sein du mouvement féministe, quoique celles-ci soient moins connues car peu documentées. En 1968, des femmes mettent sur pied la première clinique d'avortement à Montréal, le Centre de santé des femmes, qui sera autogéré par et pour les femmes. On assiste aussi, dans les années 1969-1972, à l'émergence du Front de libération des femmes du Québec (FLF), groupe féministe révolutionnaire, organisé sur la base de cellules autonomes. Celui-ci diffuse, en 1970, son Manifeste, dans lequel les militantes dénoncent « entre autres, le sexisme qui prévaut dans les organisations de gauche et [...] pour se libérer les femmes doivent s'organiser sur une base autonome »⁴. Mentionnons aussi la création en décembre 1973 de la troupe Le théâtre des cuisines avec les pièces *Nous aurons les enfants que nous voulons* dénonçant l'exploitation des femmes et prônant le libre choix de l'avortement, *Moman a travaillé pas, a trop d'ouvrage* et *As-tu vu? Les maisons s'emportent!* critique du travail domestique assumé par les femmes. Également, il y a en 1976 la publication du journal *Les têtes de pioche* s'inscrivant à l'intérieur du courant féministe radical. Finalement, dans le domaine artistique, quelques groupes autogérés de femmes produisent des films et des vidéos.

Gagnon écrivait récemment que les « pratiques autogestionnaires continuent à se diffuser au Québec dans les coopératives de travail et le secteur de l'économie sociale »⁵. Citant entre autres l'économie sociale, Jean-François Lepage écrit dans le même numéro de notre revue qu'aujourd'hui « on peut aisément voir les pratiques autogestionnaires comme une

4. Violette Brodeur, Suzanne G. Chartrand, Louise Corriveau et Beatrice Valey, *Le mouvement des femmes au Québec : étude des groupes montréalais et nationaux*, Les Presses solidaires, Montréal, 1982, p. 29.

5. G. Gagnon, « Demain l'autogestion? » *Possibles*, vol. 29 n° 2, 2005, p. 23.

recherche d'émancipation face aux modèles culturels dominants de notre société, mais cela ne suppose pas nécessairement chez ses acteurs une ambition révolutionnaire »⁶. En fait, nous considérons qu'en général, en excluant quelques poches de résistance, la croissance, la spécialisation et l'institutionnalisation des groupes communautaires et féministes à partir des années 1980 viennent effriter des modes d'organisation qui auraient pu être qualifiés d'autogestionnaires à un moment de leur histoire.

Malgré cela, pendant ce temps, il existe au Québec un certain nombre de groupes et collectifs anarchistes qui continuent à publier des écrits sur l'autogestion⁷ dans une perspective révolutionnaire. Certes, ces écrits sont diffusés à petite échelle, mais ils existent et témoignent de certaines expériences autogérées au Québec. Mais c'est à partir du Sommet des Amériques, en avril 2001, qu'on commence à sentir un renouveau d'intérêt pour les pratiques autogestionnaires ou d'« autonomie collective ». Depuis 2003 a lieu, chaque printemps, la Journée autogérée dans la Ville de Québec, où des militant-e-s se rencontrent pour discuter d'expériences autogestionnaires au Québec et ailleurs dans le monde. D'ailleurs, au printemps 2005, la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC) en collaboration avec Alternative libertaire a publié *L'autogestion, une idée toujours neuve*. L'idée (re)fait du chemin. Alors actuellement, qu'en est-il des groupes libertaires nés dans la foulée et les suites du Sommet des Amériques?

6. J.-F. Lepage, « Les sociologues québécois et le mouvement autogestionnaire », *Possibles*, vol. 29 n° 2, p. 37.

7. Les revues *Démanarchie*, *Rebelle*, *Ruptures* et *Cause commune*.

Principales caractéristiques des groupes

Les champs d'action

Les champs d'action des groupes libertaires recensés sont variés et se recoupent. On remarque que malgré le fait que chaque groupe possède un champ d'action plus ou moins précis, la plupart d'entre eux, reconnaissant l'interdépendance de tous les aspects de la vie, vont répondre aux appels à l'action lancés par d'autres groupes de la mouvance. Certains travaillent plus spécifiquement sur la réappropriation de l'espace (Réclame ta rue!), sur l'aménagement urbain (La Pointe libertaire) et/ou le logement et l'embourgeoisement des quartiers (squats Overdale, Préfontaine et de la Chevrotière). D'autres militent pour le respect de l'intégrité de la nature et le rejet de l'agriculture industrielle (les jardins collectifs, Agite-Bouffe, Liber'terre) et/ou sur la question alimentaire (D'la bouffe, pas des bombes, Dada a faim! Pain, Panais et Liberté, Collectif de minuit, Collectif pour une université libre).

Certains groupes travaillent principalement à la diffusion d'informations indépendantes (CMAQ, la ZOMBIE, Anarkia, Cause commune, La RueBrique) ou pour l'accès aux livres et aux ressources documentaires (tels les infoshops DIRA, La page noire). D'autres choisissent de revendiquer la diversité artistique par la mise sur pied de projets de création artistique (Vichama, We/Nous). On retrouve aussi une volonté d'agir sur des enjeux liés à la guerre (Bloquez l'empire, Tadamon!), au racisme (les collectifs antiracistes ARA, RASH, SHARPS et le Collectif opposé à la brutalité policière), à l'immigration (Personne n'est illégal!, Comité de soutien pour Kader) et à la création de liens entre les communautés (Solidarité sans frontière). Existente aussi des groupes de féministes

radicales qui travaillent à des questions associées au patriarcat (Les Sorcières, Cyprine, Némésis, Les femmes ont faim) et des groupes *queer* qui luttent contre l'hétéro-normativité (Les Panthères roses, les Anti-Capitalist Ass-pirates).

Finalement, un effort est fait par les groupes afin de se réseauter et de s'autoformer par l'apprentissage de l'auto-gestion au moyen de projets collectifs ponctuels (Campement de la jeunesse, Journées autogérées, etc.), les rencontres conjoncturelles pour mieux mener des luttes (rencontre des féministes radicales, Coalition anti-masculiniste, Avortons leur congrès) et la fédération des luttes ou des groupes (collectifs anarcho-communistes fédérés membres de la NÉFAC, Convergence des luttes anticapitalistes, rézo anticapitaliste).

La composition des groupes

Une des premières choses à souligner lorsque l'on parle de la composition des collectifs est que les militant-e-s qui en font partie sont le plus souvent impliqué-e-s dans plusieurs groupes à la fois. Les collectifs et leurs membres évoluent dans le temps et les militant-e-s vont souvent s'impliquer dans un nouveau groupe lorsqu'un groupe s'effrite ou cesse d'exister. Bref, le milieu militant libertaire au Québec comporte un nombre restreint d'individus, puisque ce sont souvent les mêmes personnes que l'on retrouve un peu partout. Notons que l'on retrouve aussi beaucoup d'activités sociales qui regroupent les militant-e-s (lancements de journaux et de zines; spectacles-bénéfices, bars et cafés autogérés), ce qui crée et maintient une solidarité et des affinités entre les personnes.

Il est à noter que nous n'avons pas de renseignements précis sur les caractéristiques sociodémographiques des membres des groupes, sauf celui de la proportion d'hommes et de

femmes. Nous avons constaté que la plupart des collectifs montréalais sont composés d'une majorité de femmes, et cela contrairement à la croyance populaire sur le sujet. En fait, les femmes sont encore majoritaires dans les collectifs s'intéressant à des thématiques dites traditionnellement plutôt féminines comme l'éducation populaire et la nourriture par exemple. Pour leur part, les hommes sont majoritaires dans les collectifs dont les activités sont davantage « théoriques ». Par exemple, on retrouve plus d'hommes dans les collectifs dont la principale activité est la diffusion d'un journal et dans les groupes s'occupant d'informatique et d'Internet. Les collectifs s'inscrivant dans la tradition communiste de l'anarchisme sont aussi majoritairement masculins, leur premier axe de travail étant l'étude et le développement théorique.

Il est aussi ressorti des entretiens téléphoniques que le plus souvent ce sont les femmes qui organisent ou participent le plus activement à l'organisation des événements militants. Bref, ce sont majoritairement les femmes qui font le travail nécessaire à la réalisation d'actions ou projets réussis. Ce travail de mobilisation, d'organisation, de contacts, etc., se fait souvent dans la coulisse. Les hommes, par contre, sont au rendez-vous lors d'actions sur le terrain; par exemple, le squat à Montréal (Overdale et Préfontaine) était majoritairement masculin.

Cependant, le ratio homme/femme est complètement différent en région — les groupes hors Montréal sont pratiquement tous majoritairement masculins. Pourquoi? Selon ces groupes, ils représentent souvent un groupe de gars qui se connaissent bien, qui sont amis, donc un groupe qui semble « fermé ».

Les principes

Les principes guidant l'action des groupes sont nombreux et bien souvent informels, au sens qu'ils vont de soi sans être toujours nommés comme tels. Ces principes tiennent du fait d'être libertaire, solidaire, égalitaire, antiautoritaire, anticapitaliste, antipatriarcal, antiraciste, antifasciste, anti-impérialiste, antihomophobe, etc., bref contre toute forme de discrimination et d'oppression. Cela touche aussi la relation des humains avec la nature comme le fait d'être écologiste et plus rarement celui d'être antispéciste (contre toute forme d'exploitation animale), antianthropocentriste (l'être humain n'est pas le centre de l'univers) et anticivilisation (le progrès et la technologie sont causes d'oppression).

L'ensemble des collectifs rejette la politique partisane et refuse généralement d'accueillir en leur sein des gens s'affichant ouvertement comme membre d'un ou de plusieurs partis politiques. En fait, la très grande majorité des collectifs ne revendiquent pas de réformes de l'État, refuse le financement étatique et ne s'engagent pas dans ses structures. Cependant, certains groupes sans existence légale agissent un peu comme des groupes de pression auprès des autorités fédérales, provinciales et/ou municipales, souvent pour appuyer les revendications de groupes communautaires avec lesquels ils sont en coalition formelle ou informelle. Il peut par exemple s'agir de revendiquer un statut pour des réfugiées, de demander la libération de prisonniers politiques, de revendiquer l'intervention du gouvernement dans le but d'arrêter des coupes d'arbres, de lutter pour le droit au logement ou encore contre la pauvreté (indexation des prestations d'aide sociale), etc. Aussi, certains groupes libertaires vont choisir de devenir organisme sans but lucratif. Cependant, pour ces groupes, il s'agit plus généralement d'une obligation que d'un choix

véritable, puisque juridiquement ils doivent avoir une existence légale s'ils veulent réaliser leurs projets. Dans ces cas, l'État peut jouer le rôle de bailleur de fonds, mais cela reste plutôt rare.

Les modes d'action

Une grande variété de principes sous-tend naturellement une grande diversité d'actions et de tactiques entre les groupes, mais aussi au sein de ceux-ci. La plupart prônent l'action directe, légale et/ou illégale. En général, ils choisissent cette voie afin d'éviter le recours aux intermédiaires, que ce soit le gouvernement ou les médias. En effet, plusieurs groupes organisent des occupations, des blocages d'édifices et autres actions directes illégales dans le but de mettre des bâtons dans les roues du système en place par interférence ou par appropriation d'espaces.

Ces mêmes groupes choisissent aussi la voie de l'action directe légale en mettant sur pied des services ou en produisant des biens sans faire affaire avec le gouvernement ou un autre intermédiaire. Par exemple, des groupes libertaires gèrent une bibliothèque, une librairie, un magasin de vélo (troc), des services d'hébergement et de création de sites Internet. D'autres récupèrent et transforment la nourriture jetée par des marchand-e-s pour la distribuer gratuitement par la suite à des étudiant-e-s, à des personnes vivant dans la rue, etc. Certains groupes font du jardinage sur des terrains prêtés par des allié-e-s; les légumes qu'ils ne consomment pas sont ensuite distribués gratuitement à d'autres militant-e-s ou à des organismes de charité. Il existe des groupes qui offrent des services gratuits de traduction, d'aide à la navigation informatique dans le système gouvernemental, de références par et pour des personnes sans papiers et/ou réfugiées. Certains groupes produisent des journaux ou revues parallèles qui sont distribués gratuitement sur Internet ou en format papier. D'ailleurs, presque tous les groupes

recensés auraient à un moment ou à un autre publié un journal pour faire circuler leurs idées. Ces actions directes dites « légales » permettent aux libertaires de mettre en pratique dans le ici et le maintenant leur aspiration à une société organisée selon les postulats de l'autogestion ou de « l'autonomie collective ».

Et la plupart des groupes organisent des actions symboliques, que ce soit des manifestations ou des actions d'éclat et ils participent à celles des autres. Ils organisent des soirées et des événements grand public, tels que des rencontres avec des invité-e-s, des soupers communautaires, ateliers, spectacles-bénéfices, etc. Il y a aussi l'utilisation régulière de tracts et d'affichage sauvage pour faire de la publicité aux événements organisés par les groupes.

Les modes d'organisation

Tout d'abord, comme nous l'avons déjà mentionné, la grande majorité des groupes recensés sont autonomes, c'est-à-dire qu'on les retrouve à la marge des courants dits « dominants » des mouvements sociaux et communautaires, certains refusant même de travailler en coalition avec ceux-ci. L'autonomie des groupes passe aussi par l'indépendance financière. Pour cette raison, la grande majorité des groupes ne font pas de demande de subvention étatique, mais s'autofinancent par l'organisation d'activités, de spectacles-bénéfices, les contributions volontaires, divers dons, la cotisation des membres en fonction de leurs revenus, les associations étudiantes, ou encore par la vente d'objets réalisés directement par le groupe (*chandails, patch*, etc.).

Les prises de décision à l'interne se caractérisent par une démocratie directe, c'est-à-dire que tous les membres sont impliqué-e-s dans les décisions et que les décisions se prennent

au consensus (le plus possible). Il s'agit donc d'un mode de fonctionnement non hiérarchique, horizontal et consensuel. Il n'y a ni représentant-e ni vote. Les rencontres se font lorsque le besoin s'en fait sentir, mais on remarque que les groupes tentent de réduire au maximum le nombre de réunions, question de pouvoir s'impliquer dans différents groupes à la fois.

Beaucoup de ces groupes sont en fait des groupes d'affinités, c'est-à-dire qu'ils regroupent des gens possédant des valeurs, des principes et des objectifs communs. Avec le temps, ces gens se connaissent bien et développent des liens d'amitié et d'appartenance. Dans ces cas, la structure est souvent organique, c'est-à-dire qu'elle est complexe, fluide et ouverte. Chaque membre y est actif et en interaction avec les autres, mais sans que son rôle ne soit nécessairement défini explicitement. En fait, une des caractéristiques qui ressort de notre étude est le haut degré d'« informalité » existant dans la majorité des groupes, que ce soit en ce qui concerne le partage d'information, la résolution de conflits entre membres, et même la prise de décision. Bien sûr, il existe des groupes plus « structurés » ou formels, mais ceux-ci sont minoritaires puisqu'il s'agit généralement de groupes qui comportent plus de membres ou qui sont plutôt des fédérations de groupes (ex. CLAC, ASSÉ, NÉFAC).

Les tâches : rotation et partage des connaissances

Les tâches sont généralement distribuées en réunion. Les membres choisissent eux-mêmes ou elles-mêmes les tâches qu'elles et ils veulent accomplir en fonction de leurs besoins, intérêts et compétences. Parfois des comités de travail (sous-groupes) peuvent être créés afin de travailler sur une tâche spécifique. Ces sous-comités reçoivent leur mandat du grand groupe, mais sont laissés libres quant à la manière de l'exécuter. Ils n'ont pas toujours de comptes à rendre au collectif.

Les groupes souhaitent que les tâches soient effectuées à tour de rôle afin d'éviter une spécialisation ou une concentration du pouvoir aux mains de quelques un-e-s, mais aussi afin de distribuer plus équitablement les tâches les moins valorisantes comme la rédaction de procès-verbaux, par exemple. Certaines limites ont cependant été soulignées, comme le fait que les tâches techniques (faire de la mise en page, s'occuper du site Internet, etc.) sont souvent assumées par les mêmes personnes, soit celles détenant les connaissances ou l'expertise nécessaires à leur réalisation. Et, dans les faits, les tâches sont le plus souvent faites par celles et ceux qui ont plus de temps, d'énergie, de volonté, de capacités et de compétences.

L'influence d'une personne dans un collectif autogéré se mesure généralement à son implication : plus quelqu'un s'implique, plus il a accès aux informations, plus il a d'influence. Ajoutons l'âge, l'expérience, le sexe, etc., et il peut s'ensuivre des déséquilibres de pouvoir dans certains groupes. Les rapports de pouvoir à l'interne sont générateurs de conflits, mais ils se discutent pratiquement toujours informellement. À cause de cela, il peut exister des non-dits entre les membres d'un groupe.

En théorie, la plupart des groupes reconnaissent que l'autoformation et le partage des connaissances entre les membres d'un collectif est un bon moyen d'arriver à un partage équitable des différentes tâches, qu'elles soient de nature technique ou non. Or, dans la majorité des collectifs approchés, l'autoformation n'existe que quand le besoin se fait sentir (pour répondre à une tâche spécifique) et ne concerne que ceux et celles qui le désirent. Personne n'est donc « obligé » d'apprendre, ce qui peut amener à des situations de déséquilibre, surtout lorsque peu de membres, voire carrément personne, ne sont intéressés à se former pour exécuter telle ou telle tâche.

Les mécanismes mis en œuvre pour réduire les rapports de pouvoir

Outre la rotation des tâches et le partage des connaissances, quelques groupes, quand le temps le permet (!), mettent en place des mécanismes qui visent à réduire les rapports de pouvoir au sein des groupes. Cependant, il est important de préciser que ces mécanismes sont le plus souvent informels. Dans les réunions, on commence par un « comment ça va? » permettant à tous et toutes de s'exprimer sur leurs états d'âme, ce qui peut expliquer certains comportements ou attitudes, ou encore évacuer certaines frustrations. On essaie de ne pas se couper la parole et on respecte le tour de parler de chacun. On fait des tours de table pour que tout le monde puisse donner son avis sur une question précise. Cela encourage aussi les personnes plus timides à donner leur avis. On peut aussi utiliser la méthode consistant à donner priorité aux gens qui ne sont pas encore intervenus dans la discussion. Il existe aussi quelques groupes qui utilisent le tour de parole homme-femme ou qui se servent d'outils comme le texte « Le langage de domination » afin de se rendre compte de la manière dont on interagit en réunion. On peut aussi faire une évaluation à la fin de chaque rencontre, afin de s'assurer que tout le monde est satisfait et qu'il n'y a pas de frustrations.

À chaque réunion, il peut y avoir une personne différente responsable du bon déroulement de la rencontre. Cette personne souvent appelée « gardien-ne du senti » s'assure que tout le monde est à l'aise et qu'un équilibre dans les interventions est maintenu, notamment en utilisant les différents mécanismes dont nous venons de parler. Certains jeux comme « la ligne de pouvoir » peuvent aussi permettre aux individus d'un collectif de se situer face au pouvoir qu'il ou elle croit avoir dans le groupe. On trace une ligne sur le sol pour représenter un continuum qui a, à ses extrémités, « plus de pouvoir » et

« moins de pouvoir ». Les participant-e-s se déplacent sur le continuum selon l'évaluation de leur pouvoir par rapport à d'autres membres en regard de différentes catégories (couleur de peau, revenu, sexualité, scolarité, etc.). Cela peut amener de nombreuses réflexions constructives sur le pourquoi et le comment des rapports de pouvoir dans le groupe.

En somme, la plupart des groupes étudiés, en théorie, veulent s'organiser de façon non hiérarchique afin d'expérimenter dès maintenant les formes organisationnelles qu'ils souhaitent voir s'étendre à l'échelle de la société. Mais en pratique, la plupart des groupes n'ont pas d'analyse collective sur les rapports hommes-femmes, laissant donc à l'informel les discussions à ce sujet. En fait, notre étude a permis de constater que les groupes qui agissaient explicitement sur les rapports hommes-femmes étaient ceux qui étaient composés d'une majorité de femmes. Ce sont souvent ces femmes, en s'inspirant d'outils produits par des groupes de féministes radicales, qui doivent nommer, concevoir et mettre en pratique les mécanismes permettant de travailler à la déconstruction des rapports de pouvoir.

Questionnements

Il existerait donc au Québec plus de 130 groupes libertaires fluides et mouvants, nés dans la foulée du Sommet des Amériques et de ses suites, mixtes et non mixtes, qui inscrivent dans leurs principes de base la lutte contre le capitalisme, un refus de l'État et de la culture dominante, une diversité de tactiques et de formes organisationnelles dites autogérées. Ces résultats préliminaires nous amènent à poser certaines hypothèses et questions pour la poursuite de notre étude.

Le premier questionnement touche les rapports de pouvoir au sein des groupes et entre les groupes, questionnement

qui nous tient à cœur en tant que libertaires (pro)féministes et qui fait partie intégrante de notre démarche de recherche. Ce recensement ne permet de voir que la pointe de l'iceberg, mais certains corollaires se dégagent déjà. Comment se fait-il, que dans une mouvance qui tente de construire de nouveaux rapports sociaux, on retrouve des dynamiques qui reproduisent les rapports différenciés et stratifiés que nous dénonçons? Est-ce que la division sexuelle du travail qu'on décèle dans notre recensement est étendue à toute la mouvance? Pourquoi est-ce que les femmes sont plus présentes dans les groupes œuvrant dans des domaines plutôt « féminins », de l'ordre du « privé », tels que l'alimentation et l'éducation? Comment se fait-il que ce sont encore les femmes qui doivent nommer les dynamiques de pouvoir interne et proposer des solutions?

Ces trouvailles nous inquiètent d'autant plus qu'on retrouve des traces de ce même questionnement dans des écrits qui datent de plus de vingt-cinq ans. Andrée Fortin, analysant l'expérience du Rézo coopératif d'alimentation et Jeannette Laot, militante de la Confédération syndicale issue de la gauche chrétienne dans les années 1970 soulignent cette division sexuelle du travail, que ce soit au sein de leurs groupes ou dans la vie privée. Cette dernière s'explique : « Je craignais que mes camarades ne me reprochent de remettre encore sur le tapis ces problèmes de bonne femme, alors qu'eux étaient en train de faire la révolution »⁸.

Est-ce qu'il y a une réelle diversité d'identités sociales dans les groupes libertaires? Pourquoi certains groupes sont-ils plus diversifiés que d'autres? Comment faire en sorte que les membres fondateurs ou les personnes qui ont plus de temps

8. Jeannette Laot, *Stratégie pour les femmes*, France, les Éditions Stock, 1981, p. 80.

ou d'énergie à consacrer au militantisme ne soient pas ceux qui détiennent le plus d'influence? Comment valoriser les tâches qui sont peu visibles ou attrayantes? Comment faciliter la participation active des personnes qui ont moins de ressources matérielles et symboliques? Pourquoi est-ce qu'on ne prend pas le temps de faire de l'autoformation continue, quand on sait pertinemment qu'on ne pourra pas construire de nouveaux rapports sociaux sans cela? Comment libérer du temps?

Le deuxième questionnement tourne autour de la fluidité et la pérennité des groupes libertaires. On remarque que d'un moment à un autre, les groupes peuvent être très actifs pour ensuite devenir dormants ou se retrouver carrément en situation d'effritement. Comment peut-on expliquer ce phénomène? Est-ce que cet effritement est considéré, par les membres, comme un échec, un passage, une fin souhaitée? Est-ce que ce phénomène est le même pour les groupes de lutte et les groupes qui offrent un service ou qui produisent des biens? Est-ce que les collectifs dont les membres partagent des affinités personnelles et/ou une proximité physique durent davantage? Est-ce que le fait de mettre en place des mécanismes explicites pour gérer les rapports de pouvoir a une influence? Est-ce qu'il s'agit d'une mouvance de « jeunes » — on s'implique pendant qu'on est aux études et après, on se case? Est-ce que les militant-e-s se démotivent lorsque leurs idéaux sont affrontés aux embûches pratiques et aux défis de travailler à la marge des systèmes capitaliste et patriarcal quand, en fait, ils et elles sont « inséré-e-s » dans ces mêmes systèmes?

D'ailleurs, selon Albert Meister, il est presque inévitable que tout groupe autogéré suive une progression vers l'institutionnalisation et l'apathie, et ce, à l'intérieur de cinq ans :

l'appétence autogestionnaire des membres des associations serait fonction du développement de l'association et des transformations de ses objectifs. Cette appétence irait en diminuant en fonction de la croissance de l'association et de son institutionnalisation. Forte motivation pour déboucher sur l'apathie. L'imaginaire motivant de l'autogestion serait usé et détruit par sa confrontation avec la réalité pratique.⁹

Est-ce que les groupes libertaires recensés suivent cette voie de l'institutionnalisation ou est-ce qu'ils choisissent d'arrêter leurs activités pour l'éviter? D'ailleurs, selon d'Aragon, l'autogestion est par définition un processus en constante effervescence et en renouvellement permanent, ce qui permet aux groupes d'éviter la concentration du pouvoir¹⁰. Enfin, est-ce qu'il est souhaitable que les groupes persistent dans le temps ou au contraire est-ce que leur fluidité les empêche, d'une certaine manière, de suivre la voie de l'institutionnalisation?

Cela nous amène à un troisième questionnement — quel est l'impact de ces groupes sur la transformation sociale? Quel est l'impact de ce genre de militantisme sur nos vies? sur nos communautés? sur les gouvernements? Est-ce que notre existence a un impact sur les analyses et les pratiques des groupes du « courant dominant » avec lesquels nous travaillons? En a-t-elle un sur l'opinion publique? En somme, est-ce que cette expérimentation sociale à petite échelle porte fruit? Rioux et Gagnon avancent que les militant-e-s impliquée-s dans ces expériences alternatives, en mettant en place des espaces conviviaux à la marge des institutions, réussissent

9. Cité dans Daniel Mothé, *L'autogestion goutte à goutte*, Paris, les Éditions du Centurion, 1980.

10. P. d'Aragon, *Participation dans les entreprises : les expériences québécoises et ontariennes*, Sillery, Les Presses de l'Université du Québec, 1980.

à se protéger des rapports de domination de l'État ainsi que de la reproduction sociale¹¹. Plusieurs auteurs nous rappellent que chaque expérience autogestionnaire, si petite soit-elle, est une expérimentation sociale et peut donc contribuer à bâtir ce projet de société qui est impossible à définir à l'avance. Selon Rosanvallon :

il est par définition absurde de concevoir une autogestion programmée, modélisée, enfermée dans un carcan de recettes et de plan prévus à l'avance. La définition d'une société autogestionnaire c'est une société qui s'institue et se construit elle-même. Si l'autogestion est un projet de société, elle n'est pas un modèle de société à réaliser. L'autogestion est à la fois une méthode et une perspective du changement social¹².

* * *

Toutes ces questions et d'autres fondent notre programme de recherche qui s'étendra jusqu'en 2010. Nous avons créé une grille pour réaliser des monographies approfondies contenant des informations chronologiques et descriptives (contexte d'émergence, base d'affinités et valeurs, enjeux, composition du groupe, activités, forme organisationnelle) et qui expliqueront les défis et les contradictions de la pratique de l'autogestion dans le contexte actuel. Si le financement le permet, nous effectuerons jusqu'à 25 monographies de groupes libertaires. Nous sommes en train de terminer une monographie-pilote d'un groupe éco-radical et nous entamons des démarches avec un groupe *queer* et des personnes impliquées

11. Gabriel Gagnon et Marcel Rioux, *À propos d'autogestion et d'émancipation*, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, 190 p.

12. Pierre Rosanvallon, *L'âge de l'autogestion*, Paris, Éditions du Seuil, 1976, p. 83.

dans des jardins libertaires. Le processus monographique fait partie d'une recherche-action. Il y aura des entretiens individuels et des discussions en groupe et la monographie sera ensuite rédigée et validée par les participant-e-s.

Ces monographies, ainsi que toute autre production grand public seront publiées sur notre site Internet (www.crackebec.org), qui sera lui-même, en partie, autogéré. Ce site se veut un lieu virtuel de réseautage et d'information pour les groupes libertaires mais aussi pour toute personne intéressée par « l'autonomie collective ». Le site héberge un répertoire des groupes recensés, des ressources documentaires sur les questions qui nous touchent, ainsi que des outils que les groupes utilisent pour faciliter la mise en pratique de l'idéal autogestionnaire auquel ils aspirent. Ces outils pourront être commentés par des personnes qui en ont fait l'expérience afin de susciter des débats et proposer d'autres solutions. En fait, le CRAC travaillera, avec les groupes impliqués dans le projet de recherche, à créer des outils de formation, et ce, selon les besoins.